



Histoire de l'éducation

115-116 | 2007

L'éducation des filles XVIII^e-XXI^e siècles

Françoise Mayeur (1933-2006). Les territoires d'une historienne

Françoise Mayeur (1933-2006). The Territories of a Woman Historian

Françoise Mayeur (1933-2006). Arbeitsgebiete einer Historikerin

Françoise Mayeur (1923-2006). Los territorios de una historiadora

Jean-Noël Luc



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1418>

DOI : 10.4000/histoire-education.1418

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 7-28

ISBN : 978-2-7342-1101-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-Noël Luc, « Françoise Mayeur (1933-2006). Les territoires d'une historienne », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 115-116 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1418> ; DOI : 10.4000/histoire-education.1418

FRANÇOISE MAYEUR (1933-2006)

Les territoires d'une historienne

par Jean-Noël LUC

« Un livre exemplaire » : c'est en ces termes que Maurice Agulhon présentait, dans les *Annales*, l'ouvrage de Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, publié en 1977. Deux ans plus tard, dans *L'éducation des filles en France au XIX^e siècle*, celle-ci étendait son analyse aux diverses formes d'enseignement post-élémentaire féminin développées au XIX^e siècle. Ces deux publications livraient au public le texte d'un doctorat ès lettres, *L'enseignement secondaire des jeunes filles, 1867-1924*, préparé sous la direction de Louis Girard et soutenu à la Sorbonne, le 28 février 1976, ainsi que les fruits de recherches complémentaires (1). D'autres investigations permirent ensuite à Françoise Mayeur de publier, en 1981, le troisième tome de l'*Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France: De la Révolution à l'École républicaine (1789-1930)* (2). Vingt-cinq ans plus tard, ces trois livres restent incontournables, comme l'atteste la réédition, récente ou en cours, de deux d'entre eux. Comment présenter l'œuvre complète de leur auteur? L'exercice est toujours malaisé. Un simple résumé des principaux travaux ne serait utile qu'aux profanes. Une biographie détaillée constituerait un autre genre. Un portrait précis de l'enseignante ou de la directrice de recherches exigerait une longue enquête.

(1) Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la FNSP, 1977 (publication intégrale des chapitres du doctorat sur la période qui commence en 1880), compte rendu de Maurice Agulhon, *Annales ESC*, juillet-août 1979; *id.*, *L'éducation des filles en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1979, où figure notamment la première partie du doctorat: « De Condorcet à Camille Sée » (la réédition de ce dernier ouvrage est prévue par Perrin en 2008).

(2) Françoise Mayeur, *De la Révolution à l'École républicaine (1789-1930)*, tome III de Louis-Henri Parias (dir.), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle Librairie française, 1981; 2^e éd. avec bibliographie mise à jour, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.

Nous avons préféré, après un coup d'œil sur l'itinéraire d'une historienne, une visite aux trois champs de recherche évoqués dans l'exposé de soutenance de son doctorat ès lettres, en 1976, et dans une courte autobiographie professionnelle publiée en 1995.

De Sèvres à la Sorbonne

La future historienne des lycées a d'abord découvert ces établissements comme élève, puis comme professeur. Issue d'une famille corse par son père, Françoise Paoli termine sa scolarité secondaire au lycée Marie-Curie, à Sceaux. Admise en classe préparatoire au lycée Lakanal, elle poursuit simultanément des études de lettres classiques à la Sorbonne, tandis que son professeur de khâgne, Jean Bruhat, admiré « pour son ardeur, la multiplicité de ses fiches, sa vitalité, sa ferveur pour la Révolution française », assure progressivement sa « conversion vers l'histoire » (1). Le déménagement de ses parents à Lyon la conduit à poursuivre sa préparation au lycée de jeunes filles Edgar-Quinet. Elle fréquente aussi l'université, où elle achève sa licence de lettres tout en suivant des cours d'histoire, dont ceux d'André Latreille et de Pierre Léon, ce dernier remarqué pour sa « joyeuse boulimie de fiches et de chiffres ».

Reçue seconde à l'École normale supérieure de Sèvres, en 1954, elle prépare une licence d'histoire, puis, sous la direction de Pierre Renouvin, un diplôme d'enseignement supérieur (DES, la maîtrise d'alors) consacré aux démocrates chrétiens de 1932 à 1936. Après avoir obtenu l'agrégation à la troisième place en 1958 – un an après son mariage avec Jean-Marie Mayeur, rencontré à la Sorbonne –, elle commence une carrière de professeur de lycée qui la conduit successivement au lycée de jeunes filles de Strasbourg, au lycée mixte d'Ivry, puis à celui de Chatenay-Malabry, jusqu'en 1967.

Ni cette activité d'enseignante ni les responsabilités maternelles consécutives à la naissance de trois enfants, ne l'empêchent d'entreprendre, simultanément, des recherches de longue haleine. En février 1964, elle soutient, à la Sorbonne, une thèse de troisième cycle intitulée *L'Aube, étude d'un journal d'opinion (1932-1940)*, préparée sous la direction du doyen Pierre Renouvin et publiée, deux ans plus

(1) Françoise Mayeur, « Un itinéraire en histoire contemporaine », *Bulletin de la Société des amis de l'ENS*, n° 197, juin 1995, p. 31.

tard, par la Fondation nationale des sciences politiques (1). L'année suivante, elle propose à Louis Girard – sur les conseils de Pierre Renouvin, alors à la retraite – un sujet de doctorat d'État sur l'avènement de l'enseignement secondaire féminin. Elle expliquera plus tard comment ce projet tenait compte de ses responsabilités professionnelles et familiales, peu compatibles avec de longues périodes de dépouillement en province ou à l'étranger. Mais son choix ne répondait pas seulement à la proximité des Archives nationales, et d'autant moins qu'il constituait une vraie rupture par rapport aux travaux antérieurs sur la démocratie chrétienne. C'est la pratique du métier de professeur de lycée qui suscite la vocation de la chercheuse : « Mes expériences de mixité alternées avec la vie au lycée-gynécée m'avaient conduite à réfléchir sur le caractère tout particulier de "l'être femme", particulièrement dans le monde pédagogique, que ce soit la manière de parler en chaire, d'expliquer les classiques ou de faire la discipline » (2). Un autre témoignage, celui de Michelle Perrot, éclaire la situation des lycées de filles de cette époque, gouvernés par des « directrices [aux] allures de Supérieures [...], dotés, en province du moins, d'une médiocre considération intellectuelle [...], obsédés par une image très conventionnelle de la femme », mais où les jeunes enseignantes pouvaient acquérir une « conscience d'identité » (3). Le destin ou la Providence s'en mêle, puisque l'ouvrage de Gabrielle Réval, *Les Sévriennes*, publié en 1900, tombe entre les mains de leur future historienne « par le plus grand des hasards » et conforte sa curiosité naissante :

Ce roman bavard me montra soudainement de quel monde nous venions, nous les Sévriennes, mais, bien plus largement, les femmes dans l'enseignement et les femmes tout court. Il m'est alors venu l'idée « d'aller y voir » et de décrire avec tous les moyens de l'histoire les premières années de l'enseignement secondaire féminin (4).

La création, en 1964, de l'université de Nanterre pour désengorger la Sorbonne offre à la jeune enseignante-doctorante de 33 ans

(1) Françoise Mayeur, *L'Aube, étude d'un journal d'opinion, 1932-1940*, préface de René Rémond, Paris, A. Colin, Cahier de la FNSP, n° 144, 1966, traduit en italien en 1969, Rome, Edizioni Cinque lune.

(2) Françoise Mayeur, « Un itinéraire... », art. cit., p. 32.

(3) Michelle Perrot, « Les choix d'Hélène », in Ludivine Bantigny, Aline Benain, Muriel Le Roux (dir.), *Printemps d'histoire. La Khâgne et le moteur de l'histoire. Pour Hélène Rioux*, Paris, Perrin, 2004, pp. 15-16.

(4) Françoise Mayeur, « Un itinéraire... », art. cit., p. 32.

l'opportunité d'entrer dans l'enseignement supérieur, comme chargée de cours d'histoire contemporaine en 1966, assistante en 1967, puis maître-assistante en 1968. Quatre années de détachement au CNRS lui permettent ensuite d'achever sa thèse, soutenue en 1976, année dont elle souviendra aussi pour d'autres raisons :

Je dus alors accomplir en voiture, trois mois durant à raison de deux fois par semaine, cinquante kilomètres de banlieue sans jamais arriver à faire cours, car la grève avait été décrétée par les organisations étudiantes. Au mois de mai, j'étais à bout de courage (1).

Le titre de docteur ès lettres ouvre la voie vers un poste de rang magistral. Après une tentative infructueuse en histoire contemporaine, l'objectif est atteint à l'université Lille III, quelques mois après la soutenance, mais en sciences de l'éducation. Bifurcation révélatrice des réticences d'une partie de la corporation historienne à l'égard de l'histoire de l'éducation. À la même époque, l'auteur de ces lignes s'entendait conseiller par un professeur éminent, et bien disposé à son endroit, de « laisser à une femme » son projet de thèse d'État sur l'histoire de l'école maternelle et de lui substituer « un beau sujet d'histoire politique » !

Au-delà de l'appartenance disciplinaire, la trajectoire professionnelle de Françoise Mayeur sort de l'ordinaire. Tout au long des années du *baby-boom*, les modèles dominants de la mère et de la ménagère n'ont pas favorisé l'essor de l'activité extra-domestique des femmes, ni le rééquilibrage des positions respectives des deux sexes sur le marché du travail. Si la situation évolue à partir des années 1960, de fortes inégalités persistent, y compris dans les métiers de l'enseignement, en voie de féminisation. En 1971, les femmes représentent 56 % des agrégés, mais près des deux tiers des certifiés. En 1978, elles occupent respectivement, dans les facultés de lettres, 20 % des postes de maîtres de conférences, mais 9 % seulement des postes de rang magistral (2). En devenant professeur des universités, l'historienne des lycées de filles a rejoint une petite cohorte de pionnières.

(1) *Ibid.*, p. 34.

(2) Christophe Charle, Olivier Dumoulin, « Les historiennes professionnelles en France, 1920-1965 », in Anne-Marie Sohn, Françoise Thélamon (dir.), *Une histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, pp. 343-356, et Marlaine Cacouault-Bitaud, « Images, carrières et modes de vie des enseignantes, des années soixante à la décennie quatre-vingt-dix », *Recherche et Formation*, n° 20, 1995, pp. 17-31.

À l'université Lille III, à laquelle elle restera toujours attachée, Françoise Mayeur multiplie les nouvelles expériences, administratives, intellectuelles et humaines. Elle crée un département de sciences de l'éducation promis à un bel avenir et dirige un centre de formation des conseillers d'orientation. Elle apprend « quelques rudiments de ces sciences humaines que dédaigne d'ordinaire le gros des historiens », à savoir la sociologie, la psychologie, la théorie pédagogique. Elle perçoit mieux « la nostalgie, les insultes du racisme ordinaire », dont souffrent ses doctorants africains et maghrébins, confrontés à de pénibles déconvenues : « cet Africain était tout content, le matin, d'avoir trouvé une chambre par téléphone ; à midi, quand il se présente, le propriétaire déclare : “on a changé d'avis, la chambre n'est plus à louer” ». Dans sa nouvelle filière, encore, elle se met « à l'écoute » d'une « espèce nouvelle d'étudiants », adultes et enseignants, « éclopés de l'école ou insatisfaits », en quête d'un diplôme pour améliorer un statut ou de nouveaux instruments pour « sortir les élèves de l'échec ou du refus » (1).

Après quatorze années d'exercice à Lille III, Françoise Mayeur est élue, par mutation, sur un poste de professeur d'histoire contemporaine dans l'établissement où elle avait poursuivi l'essentiel de ses études : l'université Paris IV-Sorbonne. Elle y retrouve, dira-t-elle, « les étudiants d'histoire et leurs travers bien connus, mais aussi leurs vertus et, dans les meilleurs cas, leur inventivité, leur ardeur à l'investigation » (2). C'est là que s'achève sa carrière, en 1998, après trente-et-une années – jalonnées de graves ennuis de santé – au service de l'université et de l'histoire.

Une pionnière de l'histoire des femmes

Créés par la loi Camille Sée de 1880, les collèges et les lycées de filles accueillent 33 000 élèves dans 138 établissements en 1913 et 79 000 dans 172 établissements en 1939. Étudier leur apparition, puis leur évolution jusqu'à l'assimilation du secondaire féminin au secondaire masculin à partir de 1924, conduit à analyser, selon la formule de leur historienne, « un grand débat social : quel était le rôle réservé

(1) Françoise Mayeur, « Un itinéraire... », art. cit., p. 34.

(2) *Ibid.*, p. 35.

aux femmes dans la société française ? » (1). La polémique autour de cette nouvelle intrusion de l'État dans l'instruction post-élémentaire des filles, jusque-là quasi monopolisée par les couvents et les pensions privées, ne doit pas masquer l'accord à peu près général des cléricaux et des anticléricaux sur la vocation de la femme : le mariage, le foyer, la maternité. Si les républicains souhaitent combler le fossé intellectuel entre les deux sexes et offrir aux jeunes filles de la bourgeoisie une culture de la distinction, ils n'envisagent pas de les préparer à travailler, donc à concurrencer leurs frères ou leurs cousins. Plus court, le cursus réservé aux filles exclut les humanités classiques, ainsi que la philosophie, et conduit à un diplôme de fin d'études secondaires sans utilité puisque seul le baccalauréat ouvre la porte des facultés. La même inégalité se retrouve dans le statut et les traitements des personnels. Pour les partisans de la nouvelle filière, le véritable enjeu est politique : l'enseignement secondaire féminin public veut arracher les futures mères à l'influence cléricale. En matière d'éducation féminine, la République opportuniste, puis radicale, n'est ni égalitaire ni émancipatrice : elle est laïque.

Cette vision partielle laisse dans l'ombre plusieurs répercussions, parfois imprévues, de l'avènement des collèges et des lycées de jeunes filles. À l'écart du cursus classique, ces « sanctuaires des humanités modernes » dispensent une vraie culture secondaire, désintéressée. Celle-ci est fondée sur le français, placé au premier rang, la littérature – où l'explication de textes est privilégiée –, une langue étrangère vivante enseignée par la méthode directe, l'histoire des civilisations, la géographie, la morale et une initiation aux sciences. Le recrutement des cadres élargit les activités offertes aux femmes en dehors de la ferme, de l'office, de l'atelier ou du couvent. Et ce débouché tranche aussi sur les autres carrières de l'enseignement puisque le personnel du secondaire féminin, qui commence à être recruté une quarantaine d'années après les premières inspectrices générales des salles d'asile ou des prisons de femmes (2), constitue le premier groupe numériquement important de femmes fonctionnaires – statut qui ne sera accordé aux institutrices (et instituteurs) qu'en 1889 – et, en ce qui concerne les directrices, de femmes fonctionnaires investies d'une fonction d'autorité. L'élargissement de leur

(1) Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire...*, op. cit., p. 444.

(2) Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin, 1997, p. 328.

clientèle accroît ensuite la contribution des collèges et des lycées de filles à l'entrée des femmes des classes moyennes sur le marché du travail. Pour répondre aux attentes d'une petite et d'une moyenne bourgeoisie incapable de doter ses enfants, ils préparent au brevet supérieur, qui permet de devenir institutrice, puis, comme certaines institutions privées, au baccalauréat. En introduisant des professeurs femmes dans les lycées de garçons, la Grande Guerre accélère cette assimilation au secondaire masculin, officiellement réalisée en 1924 pour les programmes, les horaires et les finalités, mais plus longue à s'imposer dans les services et les traitements des personnels. Le modèle dominant a été le plus fort, et les innovations pédagogiques de l'enseignement secondaire féminin public ont fait les frais d'une « capitulation sans conditions » (1). Conçu pour former des mères bourgeoises cultivées, cet enseignement s'est transformé pour satisfaire le désir de certaines élèves de poursuivre leurs études et d'entrer dans les professions libérales à égalité avec les hommes. Dès le début du xx^e siècle, remarque Françoise Mayeur, cette filière pose « avec une acuité nouvelle deux problèmes latents [...] : le travail peut-il être autre chose pour les femmes qu'un signe d'infériorité économique ? Peut-il, doit-il, être un moyen d'accès à l'indépendance personnelle ? » (2).

Malgré ses limites, ce résumé de la thèse d'État de Françoise Mayeur permet de la situer par rapport à l'histoire des femmes qui se développe à partir des années 1970. Grâce au panorama de Françoise Thébaud, on sait que cette histoire emprunte alors plusieurs pistes. Point de départ obligé, l'exploration des « territoires du féminin » est aussi ressentie comme un risque d'enfermement dans un « ghetto intellectuel », dont il faut sortir, explique Michelle Perrot dès 1975 au colloque d'Aix, par « la recherche obstinée d'une relation à l'autre sexe et à l'histoire globale ». La dénonciation de l'ordre masculin – surtout apprécié au niveau des discours –, assortie de l'exaltation des rares insurgées, constitue une autre étape, bientôt prolongée par l'étude des actions autonomes d'un grand nombre de femmes dans la vie économique et sociale. Deux premiers champs d'étude illustrent ce mélange de découvertes et de tâtonnements. Les revendications féministes inspirent des recherches sur les diverses formes de sexualité, l'avortement ou le féminisme aux xix^e et xx^e siècles. L'influence

(1) Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire...*, op. cit., p. 442.

(2) Françoise Mayeur, *L'éducation des filles...*, op. cit., p. 8.

de l'histoire économique et sociale détermine des travaux, plus nombreux, sur les activités économiques des femmes et leurs relations avec le monde ouvrier. Dix ans plus tard, cette « histoire ouvrière du travail féminin » s'élargit à « l'histoire du travail au féminin », selon la formule de Françoise Thébaud, en s'intéressant aux femmes domestiques, postières, assistantes sociales, infirmières ou éducatrices (1).

Pionnière, Françoise Mayeur l'est d'abord au regard de la chronologie. Déposée en 1965 et achevée en 1976, sa thèse est sans doute le premier doctorat ès lettres soutenu sur l'histoire des femmes depuis la Libération (2). Quinze ans plus tôt, Michelle Perrot avait bien projeté de consacrer son DES à l'histoire du féminisme, mais son directeur, Ernest Labrousse, l'avait orientée vers une autre piste, qui allait aboutir à une grande thèse d'histoire politique et sociale : les grèves... des ouvriers. L'enquête sur le destin du secondaire féminin est, par ailleurs, largement conduite avant l'écho des *Women's Studies* en France et les premiers pas de l'institutionnalisation de l'histoire des femmes : cours aux universités de Provence et de Paris VII en 1973, colloque interdisciplinaire « Les femmes et les sciences humaines » à Aix-en-Provence en 1975, lancement de la revue *Pénélope* en 1979, avec un second numéro intitulé « Éducation des filles. Enseignement des femmes » en 1980, colloque « Une histoire des femmes est-elle possible ? » à Saint-Maximin en 1983. Et, à la thèse d'État de 1976, il faut ajouter 31 autres textes pour bien cerner la contribution de Françoise Mayeur à l'histoire des jeunes filles et des femmes, contribution qui déborde la seule scolarisation dans le secondaire public puisque 14 de ces travaux portent sur les pensions privées, les cours normaux d'institutrices, les établissements secondaires catholiques et les différentes positions à l'égard de l'éducation féminine.

(1) Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*, Fontenay-aux-Roses, ENS Éditions, 1998, pp. 49-56 et 74-82 (y compris la citation de Michelle Perrot).

(2) Le bilan historiographique de Rebecca Rogers signale une thèse ès lettres sur le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1850 (1926) et une thèse de droit sur les premières étudiantes et leurs débouchés (1931). En 1978, Henri Boiraud soutient une thèse, restée inédite, *La condition féminine et la scolarisation en France au XIX^e siècle, de Guizot à Jules Ferry*, qui étudie les « conceptions de la condition et de l'éducation féminines », l'application de l'ordonnance de 1836 sur les écoles primaires de filles et de la loi Falloux et enfin l'évolution quantitative de la scolarisation des filles entre 1837 et 1876. Si Sandra Horvath-Peterson publie, dès 1975, un article sur les cours secondaires de Victor Duruy (*French Historical Studies*, n° 9, 1975), sa thèse n'est publiée qu'en 1984 : *Victor Duruy and French Education : Liberal Reform in the Second Empire*, Baton Rouge, Louisiana State University Press.

Pionnière, Françoise Mayeur l'est encore par ses investigations, qui préfigurent certains des chantiers de la seconde phase de l'histoire des femmes. Au-delà des rebelles et des ouvrières, elle étudie l'accès de certaines femmes bourgeoises à l'indépendance à travers la trajectoire d'une nouvelle catégorie d'enseignantes et le destin des établissements qui ouvrent la voie des universités aux filles des classes moyennes. Au-delà des discours sur la relégation des femmes, elle s'intéresse aux pratiques institutionnelles génératrices d'un enseignement distinct de celui des garçons, puis aux pratiques sociales et personnelles qui détournent un dispositif discriminant de ses fins initiales. Plongée au cœur d'une communauté féminine, elle éclaire son fonctionnement et sa destinée en considérant aussi, à travers « le thème de l'inégalité avec les hommes » (1), le poids du masculin sur son organisation et ses mutations.

Cette convergence ne doit pas masquer plusieurs désaccords à propos des motivations de la recherche sur l'histoire des femmes et de l'apport du « *gender* ».

Nulle trace de « féminisme » dans ma démarche, rappelle Françoise Mayeur en 1995, si l'on entend par là revendication bruyante de « droits » qui seraient refusés aux femmes ou, pire encore, si l'on pense à la « *gender story* » telle qu'elle se pratique aux États-Unis, selon laquelle il y aurait une vision différente de l'histoire selon les sexes [...]. Le genre, au reste, est assez vite passé de mode en France. Ce n'est pas de « droits » qu'il s'agit, car les femmes bénéficient, au moins dans les démocraties occidentales, de l'égalité formelle, mais de pratiques dans les études et la vie professionnelle, de la féminisation de certains métiers et pas d'autres, de l'orientation que, dès l'enfance, les parents donnent à leurs enfants, ce qui dépasse de beaucoup le cadre de mes travaux (2).

Par son œuvre et par sa trajectoire personnelle, l'historienne du secondaire féminin a contribué, et doublement, à la promotion des femmes. Elle n'en a pas moins choisi de rester à l'écart du mouvement militant qui assure le développement de l'histoire des femmes en France à partir des années 1970, alors que sa thèse est déjà achevée. Ce nouveau thème est pour elle un objet d'étude, dont la légitimité doit être scientifiquement démontrée, et non le prolongement ou le support d'un engagement. Sans doute sa discrétion personnelle,

(1) Exposé de soutenance pour la thèse d'État publié dans *Le Mouvement social*, n° 96, juillet-septembre 1976, p. 109.

(2) *Ibid.*, p. 36.

notamment, ne la prédispose-t-elle pas à se placer sous les feux de la rampe ni à revendiquer ultérieurement un rôle fondateur. Elle garde aussi ses distances à l'égard de la problématique du genre, qui sait pourtant dépasser ses premières approximations pour engager les chercheurs, en particulier en histoire de l'éducation, sur deux pistes fécondes : la construction sociale et culturelle des identités sexuées et les rapports de pouvoir entre les sexes. Mais cette réserve ne l'empêche pas de prendre en considération la construction de la notion de féminité quand elle évoque la vocation des femmes selon l'idéologie dominante du XIX^e siècle, l'ambiguïté de la double finalité, domestique et professionnelle, de l'apprentissage des travaux à l'aiguille et même, dans son récit de 1995, un projet personnel d'adolescente contrarié :

Les vellétés de me faire médecin que, séduite par les sciences naturelles [...], j'entretenais à la fin de la classe de philosophie furent vite étouffées. J'obéis aux suggestions de mes parents, conseillés par mes professeurs. J'étudierais les lettres. La formation classique reçue au lycée de jeunes filles donnait assez naturellement à ses élèves des penchants plus littéraires que scientifiques (1).

Ces divergences n'empêchent pas d'autres historiennes des femmes de reconnaître l'importante contribution de Françoise Mayeur à ce nouveau chantier. Michelle Perrot l'invite à plusieurs jurys de thèse et l'associe, à partir de 1988, à l'emblématique *Histoire des femmes en Occident* (2), dont la rédaction est précédée par deux journées d'études auxquelles elle assiste intégralement. Dans le panorama déjà cité, Françoise Thébaud souligne son rôle de pionnière en matière d'histoire de l'éducation féminine (3). Dans un autre bilan historiographique, Rebecca Rogers rappelle son influence sur le « renouvellement des problématiques » à propos des institutions de filles et de leur personnel au XIX^e siècle (4). L'histoire des femmes, Françoise Mayeur l'a effectivement enrichie en s'investissant dans l'histoire de l'éducation.

(1) Françoise Mayeur, « Un itinéraire... », art. cit., p. 31.

(2) Françoise Mayeur, « L'éducation des filles : le modèle laïque », in Geneviève Fraisse, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes. Le XIX^e siècle*, tome IV de Georges Duby, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Plon, 1991, pp. 230-247.

(3) Françoise Thébaud, *op. cit.*, p. 75.

(4) Rebecca Rogers, « Les femmes et le genre dans l'histoire de l'éducation contemporaine », *Historiens & Géographes*, 2006, n° 394, p. 112.

L'ambition d'une histoire de l'éducation « aussi complète que possible »

L'auteur de la thèse sur l'enseignement secondaire des jeunes filles annonce cet objectif dès le début de son exposé de soutenance :

Je voulais tenter une histoire aussi complète que possible : pédagogique, administrative, mais aussi sociale. Il fallait donc décrire un système éducatif particulier, les intentions qui l'animaient, faire leur part aux élèves, aux professeurs, aux établissements et aux règlements qui les régissaient, puis prendre en compte l'évolution du tout durant près de cinquante ans (1).

Ce programme dut composer avec l'état des sources disponibles aux Archives nationales, très discrètes – hélas – sur les élèves et sur le déroulement des cours, squelettiques sur la période postérieure à 1900, mais en partie complétées par d'autres : quatre fonds d'Archives départementales, les archives de Sèvres, celles de l'association des anciennes sévriennes et le flot des imprimés. De ce compromis sortit un plan à la fois chronologique et thématique – toujours utile à signaler aux doctorants confrontés aux mêmes difficultés – qui associe le rappel de l'offre post-élémentaire privée avant les années 1860, la description de la genèse et de la mise en place des cours municipaux voulus par Victor Duruy en 1867, celle des lycées et des collèges institués en 1880, le portrait de groupe du personnel recruté au cours des années 1880-1900 et l'analyse de l'évolution qui a conduit au décret de 1924. L'objectif était atteint. Dans le compte rendu déjà cité, Maurice Agulhon apprécie la « très large » conception du sujet : « c'est l'histoire de l'institution *stricto sensu*, plus l'histoire des personnes qui l'ont servie, plus l'histoire des opinions qui se sont affrontées autour d'elles et des mentalités qui l'ont traversée ».

La thèse réserve une place de choix au personnel, auquel est consacré le tiers du texte publié. L'historienne n'a pas lésiné sur les moyens : elle a dépouillé plus de 2500 dossiers – correspondant à 90 % des enseignantes et des directrices employées entre 1880 et 1900, date limite autorisée pour la consultation – et traité par l'informatique 2247 d'entre eux. Elle tire ainsi de l'ombre des femmes atypiques, surtout issues des classes moyennes de la petite fonction publique, des employés ou de la boutique, mais dont l'activité professionnelle, associée deux fois sur trois au célibat, bouscule

(1) *Ibid.*, p. 104.

le modèle de la bourgeoise au foyer. Elle décrit aussi une communauté féminine cloisonnée par les diplômés et les carrières, mais unie par l’empreinte de la maison-mère, l’ENS de Sèvres, sur certaines de ses membres et par un esprit de corps fondé sur la conscience d’une hostilité ambiante, l’expérience de la solitude et le sens du devoir. Avec les limites imposées par la rareté des sources ministérielles, l’approche quantitative permet encore d’éclairer le profil des élèves, dont 34 % sont recrutées, en 1889, dans les milieux de la fonction publique (avec 20 % chez les seuls enseignants), 30 % parmi la petite et la moyenne bourgeoisie de l’industrie et du commerce, mais 5 % seulement dans le monde des professions libérales. Boudé par la bonne bourgeoisie, qui reste fidèle aux couvents et à certaines pensions laïques privées, le secondaire féminin public attire surtout les « couches nouvelles », dont les catégories les plus modestes peuvent cependant préférer les écoles primaires supérieures, jugées plus sûres en termes de débouchés.

Par-delà les chiffres, Françoise Mayeur découvre « des personnes », figures de premier plan, comme Victor Duruy, Camille Sée et M^{me} Jules Favre, la première directrice de Sèvres, à laquelle elle consacrera plus tard un article, ou d’« attachantes personnalités » de professeurs et de directrices. Sa prédilection pour l’histoire sociale n’exclut pas la curiosité et même la « sympathie », au sens qu’Henri-Irénée Marrou donne à ce terme, pour les individus. Et dans son exposé de soutenance, elle évoque, avec la sobriété et la justesse de ton qui lui sont familières, cette expérience privilégiée de l’historien, faite d’espoir, de rencontres et de frustration :

La plupart du temps, les éléments disponibles sont trop pauvres pour permettre d’aboutir à des portraits psychologiquement et physiquement ressemblants. Pourtant, ce que nous pouvons deviner, au-delà des notions statistiques, de vies tout entières consacrées à l’œuvre d’éducation, de dons pédagogiques parfois éclatants, suffit à rendre notre quête moins aride (1).

Un nouveau détour par la chronologie s’impose pour situer le doctorat de Françoise Mayeur dans l’historiographie de l’enseignement secondaire. Lorsqu’elle dépose son sujet, en 1965, trois thèses et une thèse complémentaire ont déjà été achevées depuis 1918 sur l’histoire de cet enseignement au XIX^e siècle. Respectivement soutenus en 1937

(1) *Ibid.*, pp. 106-107.

et 1939, les deux premiers travaux portent sur l'évolution institutionnelle du baccalauréat et sur le combat entre les humanités classiques et modernes. Soutenue en 1940, la thèse complémentaire étudie l'organisation officielle du secondaire féminin, puis, à partir des archives de l'académie de Poitiers, les diplômés successivement recherchés par les élèves. Le troisième doctorat ès lettres, publié en 1965, est celui que Paul Gerbod a consacré aux enseignants des lycées et des collèges communaux de garçons entre 1842 et 1880, et dont il a magistralement étudié les profils, la carrière, les représentations et les rapports avec le pouvoir politique (1). Dix ans plus tard, lors de la soutenance de la thèse sur l'enseignement secondaire public de filles, deux autres doctorats complètent la liste, l'un sur l'évolution des discours de distribution des prix, l'autre sur l'enseignement secondaire libre dans une académie (2). Mais, en dehors de la thèse complémentaire de 1940, tous les travaux relatifs au secondaire public ne s'intéressent qu'à la filière masculine. Quand elle n'est pas oubliée, la filière féminine est l'objet de simples allusions ou, au mieux, de quelques pages – c'est une exception – dans la synthèse qu'Antoine Prost publie en 1968 (3). C'est bien le doctorat ès lettres de Françoise Mayeur qui tire de l'ombre, sous des angles variés, l'histoire du secondaire féminin public depuis les initiatives de Victor Duruy sous le Second Empire jusqu'aux années 1920 (4).

Le tableau, cependant, n'est pas complet, et l'auteur en a bien conscience puisqu'elle suggère elle-même de nouvelles recherches, sur un ou plusieurs collèges et lycées d'une ville ou d'une région, sur le profil des élèves (pour « préciser les images trop floues dont [elle a] dû souvent [se] contenter »), sur le destin des établissements de

(1) Jean-Baptiste Piobetta, *Le baccalauréat*, Paris, Baillière, 1937; Clément Falcucci, *L'humanisme dans l'enseignement secondaire en France au XIX^e siècle*, Toulouse, Privat, 1939; Gaston Coirault, *Les cinquante premières années de l'enseignement secondaire féminin, 1880-1930*, Tours, Arrault, 1940.; Paul Gerbod, *La condition universitaire en France au XIX^e siècle. Étude d'un groupe socioprofessionnel: professeurs et administrateurs de l'enseignement secondaire public de 1842 à 1880*, Paris, PUF, 1965.

(2) Viviane Isambert-Jamati, *Crises de la société, crises de l'enseignement*, Paris, PUF, 1970; Louis Secondy, *L'enseignement secondaire libre dans l'académie de Montpellier, 1854-1924*, Montpellier, université Montpellier III, 1974.

(3) Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, A. Colin, 1968, pp. 261-266.

(4) Rappelons que la thèse soutenue par Henri Boiraud en 1978 – voir *supra* – étudie surtout la scolarisation féminine de niveau primaire entre 1837 et 1876.

jeunes filles, de leur personnel et de leur « esprit » propre après la réforme de 1924 ou, au-delà du secondaire public, sur ce « monde inexploré » des institutions congréganistes et laïques privées (1). À la lumière de l'évolution de la recherche depuis la fin des années 1970, on peut ajouter d'autres pistes : « l'offre effective de places » proposée par l'ensemble des établissements post-élémentaires (2), les dynamiques locales et les logiques autonomes à l'œuvre dans le fonctionnement de chaque collège et de chaque lycée (3), l'architecture des établissements secondaires féminins (4), leur culture et leurs pratiques scolaires spécifiques, leur contribution au façonnement de l'identité sexuée et de l'individualité de leurs élèves ainsi qu'à la difficile construction d'une identité professionnelle au féminin par leurs enseignantes (5). L'essor des recherches sur le mouvement féministe français a, par ailleurs, révélé l'engagement de certaines féministes modérées en faveur de l'élévation du niveau des études dans le secondaire féminin, puis de son assimilation à l'enseignement masculin (6). Sans prétendre anticiper sur le vaste inventaire dressé plus loin par Rebecca Rogers, on évoquera les autres travaux réalisés ou en cours sur les « demoiselles de la Légion d'honneur », les pensions privées, leurs élèves et leur personnel, les congrégations féminines enseignantes, le profil et le destin des lycéennes à la fin du XIX^e siècle, les lycées de Paris pendant l'Occupation, les professeurs des lycées de filles dans l'entre-deux-guerres puis au cours des années 1960-1970, la mise en œuvre de la mixité à partir de la fin des

(1) Exposé de soutenance, art. cit., pp. 104-105, et *L'enseignement secondaire...*, *op. cit.*, pp. 5 et 437-438.

(2) Étude réalisée pour l'enseignement masculin dans Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, Henri Péretz, « Les conditions institutionnelles de la scolarisation secondaire des garçons entre 1920 et 1940 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1979, pp. 391-421.

(3) Voir la présentation de cette approche dans Marie-Madeleine Compère, Philippe Savoie, « L'établissement secondaire et l'histoire de l'éducation », *Histoire de l'éducation*, n° 90, *L'établissement scolaire*, mai 2001, pp. 14-20.

(4) Marc Le Cœur, « L'architecture et l'installation matérielle des lycées : la réglementation et sa mise en œuvre (1802-1940) », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Paris, INRP, 2005, pp. 363-381.

(5) Selon la démarche suivie par Jo Burr Margadant, *Madame le Professeur. Women Educators in the Third Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1990, ou par Rebecca Rogers, *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

(6) Voir, par exemple, Karen Offen, « The Second Sex and the Baccalauréat in Republican France, 1880-1924 », *French Historical Studies*, 1983, n° 3, pp. 252-288.

années 1950. Deux autres pierres encore ont été apportées à l'édifice par les hommages scientifiques rendus à Françoise Mayeur : une journée d'études sur *L'enseignement secondaire féminin et l'identité enseignante*, organisée en juin 2007 à l'IUFM Champagne-Ardenne par Yves Verneuil, et ce numéro thématique d'*Histoire de l'éducation*. Dans l'introduction de sa thèse, Françoise Mayeur parlait « d'une histoire promise à un bel avenir » (1). Elle avait raison.

Son intérêt pour l'histoire de l'enseignement secondaire féminin, public et privé, auquel se rapportent 31 de ses publications sur 74 (42 %), ne l'a pas empêché de publier 31 autres travaux sur d'autres sujets d'histoire de l'éducation, tels que l'enseignement supérieur, ses réformes et son personnel (13,5 % du total des publications), l'enseignement primaire (11 %) ou des thèmes divers, comme l'influence du positivisme ou des protestants sur l'enseignement à la fin du XIX^e siècle, l'École des Roches, les mouvements de jeunesse ou la pensée de De Gaulle sur l'Éducation nationale. Cet élargissement du regard aboutit à la publication, en 1981, du troisième tome, relatif à la période 1789-1930, de *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*. « J'ai essayé, racontera plus tard l'auteur, d'y mettre une partie de l'expérience et de la connaissance que j'ai pu accumuler sur l'éducation française au XIX^e siècle : c'est en grande partie un legs de mes travaux, lectures et enseignements antérieurs » (2). Par-delà la Grande Guerre, qui influence peu les institutions scolaires mises en place depuis le Consulat et l'Empire, ce panorama s'étend jusqu'aux années 1930 pour observer, sous le titre « Les remises en question », les nouvelles interrogations et les premières tentatives de réformes de fond. Aux éclairages attendus sur l'histoire administrative, sociale et pédagogique des diverses filières d'enseignement, Françoise Mayeur a, par ailleurs, ajouté des développements intitulés « Familles et milieux sociaux devant l'éducation », « Le temps des utopies pédagogiques », « La rue, la crèche ou l'assistance », « L'enfant et le jeu », « L'éducation des adultes », « Le livre et le journal ». Si cette ouverture obéit à l'esprit de la collection, défini dans la préface de René Rémond au début du premier tome, elle répond aussi, chez l'auteur, à une interprétation large de l'histoire de l'éducation, déjà à l'œuvre dans la conduite de son doctorat, et qu'elle résume à la fin de son introduction au nouvel ouvrage :

(1) Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire...*, *op. cit.*, p. 5.

(2) Françoise Mayeur, « Un itinéraire... », *art. cit.*, p. 36.

L'étude de l'éducation en France au XIX^e siècle doit donc s'intéresser à l'histoire des institutions, au fil d'un temps qui crut vraiment à la prépondérance des institutions. Elle ne saurait négliger pour autant une approche thématique qui s'attache à montrer la variété des attitudes et des doctrines éducatives, et à découvrir, dans la mesure du possible, ce qui échappe à l'institution, ce qui se déroule, pour l'enfant mais aussi pour l'adulte, car le XIX^e siècle maniait lui aussi la notion de formation continue, hors de l'école. Il sera ainsi permis de dégager les relations et l'action réciproques entre le monde scolaire, d'une part, et, d'autre part, l'univers des mœurs, dans l'infinie variété des groupes sociaux (1).

Au regard des choix de la table des matières, quelques thèmes, relatifs ou non à l'institution scolaire, bénéficient de coups de projecteurs appuyés : la « ségrégation des filles », « l'éducation féminine », les diverses facettes de la petite enfance et, enfin, « l'éducation religieuse » et « l'enseignement libre », auxquels sont consacrées deux rubriques autonomes. Sans oublier la forte contribution des Églises à l'éducation au XIX^e siècle, on peut estimer que la place accordée à ces deux derniers sujets répond aussi à un intérêt ancien pour l'histoire des faits religieux chez une catholique attachée à l'esprit universitaire, et qui avait accompagné, en 1974, la création de l'Association française d'histoire religieuse.

Les apports à l'histoire religieuse

C'est par l'histoire religieuse, au sens large du terme, que Françoise Mayeur commence son travail d'historienne. Après avoir fait un mémoire de DES sur les démocrates chrétiens de 1932 à 1936, elle prépare un doctorat de troisième cycle, soutenu et publié sous le titre *L'Aube, étude d'un journal d'opinion (1932-1940)*. Inspiré par les idées du Sillon, *L'Aube*, fondé en 1932 par Francisque Gay, est l'un des derniers quotidiens d'opinion français lancés sans capitaux. Malgré sa petite taille et un nombre d'abonnés réduit (toujours moins de 20000), il devient « l'une des voies reconnues comme telle de la conscience française » (2). Choisir, en 1961, d'étudier le destin de ce journal jusqu'à la chute de la Troisième République engageait le chercheur sur deux pistes originales : l'histoire du passé proche, que l'on n'appelait pas encore du « Temps présent », et l'histoire orale.

(1) Françoise Mayeur, *De la Révolution...*, *op. cit.*, p. 21.

(2) Françoise Mayeur, *L'Aube...*, *op. cit.*, p. 2.

Car ni les archives communiquées par le fondateur, ni la collection des numéros, ni les autres sources imprimées, ne répondent à toutes les interrogations de l'historienne, qui doit compléter son information auprès de la grande figure du fondateur-directeur et de plusieurs de ses collaborateurs, notamment Georges Bidault (chroniqueur de politique étrangère), Joseph Hours, Jean Lacroix, Edmond Michelet, Marcel Prélot et Louis Terrenoire. Françoise Mayeur peut ainsi analyser la fidélité de *L'Aube* au combat anti-maurrassien, dans lequel Francisque Gay s'est illustré à la direction de *La Vie catholique*, ses efforts pour désolidariser le catholicisme de ses alliances traditionnelles au profit d'un rapprochement des centres, catholiques ou non, et la création autour du journal, à partir de 1937, d'un vaste mouvement de réflexion et d'action : les Nouvelles équipes françaises. Ce faisant, elle éclaire la floraison d'idées neuves au cours des années 1930, la filiation entre une partie de la Résistance et les Nouvelles équipes françaises et les racines du rassemblement réalisé par le MRP après 1945. Son travail se situe au carrefour de l'histoire politique, intellectuelle et religieuse. Dans la préface à l'édition réalisée par la Fondation nationale des sciences politiques, René Rémond estime qu'il constitue « une précieuse contribution à l'intelligence de la démocratie française » (1).

Le sujet de doctorat d'État choisi par Françoise Mayeur et la manière dont il est traité exigent – ce n'est pas un hasard – de nouveaux regards croisés sur le politique, le culturel et le religieux. Deux spécialistes d'histoire religieuse, Jacques Gadille et le chanoine Roger Aubert, relèvent dans ce travail quatre grandes contributions à ce champ de recherche, autour desquelles est articulé notre résumé (2). L'histoire de l'avènement des collèges et des lycées de filles tire de l'ombre l'un des fronts de l'offensive républicaine contre l'Église catholique, attaquée ici dans ses positions fortes dans l'éducation des filles de la bourgeoisie. Mais l'étude détaillée des dispositions de la loi Camille-Sée et de leur application révèle aussi une influence spiritualiste, nourrie notamment à des sources protestantes. Les nouveaux établissements se développent dans une atmosphère de grande tolérance religieuse. Leurs programmes prévoient un enseignement religieux, sur la demande des parents, pour les externes comme pour les internes.

(1) *Ibid.*, p. IX.

(2) Compte rendu de Jacques Gadille, *Revue d'histoire de l'Église de France*, janvier-juin 1978, pp. 102-104; compte rendu de Roger Aubert, *Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain*, septembre-décembre 1984, pp. 830-833.

Après le modèle conventuel de l'ENS de Sèvres, le « modèle respecté de la religieuse » inspire aux enseignantes une vraie dignité morale et un grand dévouement. Faut-il voir dans ces traits la preuve de l'attachement de certains républicains, élevés dans la tradition chrétienne, à une sorte de religiosité, une fois écarté tout risque de cléricisme (1)? Après avoir rappelé que les filles de certains parlementaires étaient scolarisées dans des couvents, l'auteur développe cette hypothèse, dans laquelle Jacques Gadille voit « une observation du plus haut intérêt et qui appelle d'amples investigations ».

Le maintien délibéré des femmes dans un univers religieux pourrait être un aspect détourné de la religiosité des hommes. Confusément, les hommes, qu'ils fassent profession d'agnosticisme ou se contentent de ne pas pratiquer, gardent, par la piété de leurs femmes, un lien, sinon avec l'Église, du moins avec Dieu : le Dieu peut-être de Voltaire plutôt que le Dieu d'Abraham. Rejetée la médiation de l'Église et des prêtres, reste celle des femmes [...] (2).

Françoise Mayeur s'intéresse aussi à la place des minorités religieuses dans le personnel du nouvel enseignement. Sensible au cours des vingt premières années, la discrimination envers certains professeurs israélites traduit le souci des autorités universitaires de ne pas écarter une clientèle bourgeoise, là où une prévention existe, et non un réflexe antireligieux. Les protestantes, en revanche, sont en terrain favorable : à la fin du siècle, elles dirigent le quart des établissements et représentent entre 6 % et 10 % de l'ensemble du personnel, soit jusqu'à cinq fois plus que la part de leurs coreligionnaires dans la population. La présence du philosophe protestant Élie Rabier à la direction de l'Enseignement secondaire de 1889 à 1907 ne peut être incriminée, tant sont connues sa pondération et sa méfiance à l'égard des recommandations (3). Les causes de cette surreprésentation doivent être recherchées ailleurs : besoin pressant de cadres, réserve des catholiques à l'égard des nouveaux établissements, disponibilité des protestantes, instruites et désireuses d'accéder à l'indépendance, adéquation de l'esprit protestant au projet moral des responsables du nouvel enseignement. À Sèvres, les « Bonsoirs » de M^{me} Jules Favre, fille

(1) Comme le montrera plus tard Patrick Cabanel, à propos de Buisson et de Pécaut, dans *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

(2) Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire...*, *op. cit.*, p. 25.

(3) Yves Verneuil, « Un protestant à la tête de l'enseignement secondaire : Élie Rabier », *Histoire de l'éducation*, n° 110, *Les protestants, l'école et la laïcité, XVIII^e-XX^e siècles*, mai 2006, pp. 112 et 134.

de pasteur et directrice de l'école jusqu'à sa mort en 1896, illustrent cette empreinte, qui contribue à diffuser parmi le personnel de l'enseignement secondaire féminin l'austérité de la mise et des manières, la rigueur et la liberté intérieure.

La pratique des protestantes à la tête des établissements, conclut Françoise Mayeur, suggère la plus parfaite tolérance, une laïcité ouverte, absolument étrangère aux tracasseries des polémistes catholiques. Dans l'enseignement moral [...], les protestantes excellèrent dans une sorte de syncrétisme interconfessionnel, qui convenait en principe à tous les élèves (1).

Souvent présente en arrière-plan, la concurrence entre les établissements secondaires publics et confessionnels apporte un autre éclairage sur le grand débat entre l'Église catholique et l'État au XIX^e siècle. La création des collèges et des lycées de filles constitue une offensive d'abord bridée par la faiblesse des effectifs d'élèves, puis renforcée par la suppression, au début du XX^e siècle, de plusieurs institutions religieuses, qui provoque, à partir de 1904, une croissance de 17 % du secteur public. Mais le choc des mesures combistes conduit l'enseignement catholique à réagir, parfois dans certaines maisons réouvertes après leur sécularisation, plus encore dans des établissements nouveaux, qui préparent désormais au baccalauréat et même – à l'école normale catholique (1906) ou à l'école normale libre de Madeleine Daniélou (1907) – aux diplômes exigés des professeurs du secondaire féminin public. Longtemps méfiant à l'égard d'une instruction féminine trop étendue, l'enseignement privé catholique reprend l'initiative en proposant aux familles ce que les établissements publics, entravés par la réglementation, leur refusent : l'accès aux examens masculins, donc à l'enseignement supérieur. « D'imitateur, [il] se fait initiateur » (2). Et ce regain de vitalité de l'enseignement libre pousse l'enseignement officiel aux mutations nécessaires au maintien de sa clientèle. « Au-delà de l'opposition entre les deux grandes puissances, commente l'auteur, se découvrent une interaction et une solidarité involontaires des divers régimes d'enseignement » (3).

(1) Françoise Mayeur, « Les protestants dans l'instruction publique au début de la Troisième République », in André Encrevé (dir.), *Les protestants dans les débuts de la Troisième République (1871-1885)*, Paris, Société d'histoire du protestantisme français, 1979, p. 44.

(2) Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire...*, *op. cit.*, p. 392.

(3) Exposé de soutenance, *art. cit.*, p. 110.

Le colloque *Éducation et images de la femme chrétienne en France au début du xx^e siècle*, dont elle codirige avec Jacques Gadille l'organisation, en 1978, puis la publication des actes, fournit à Françoise Mayeur une autre occasion de rencontre avec l'histoire religieuse, à nouveau articulée avec l'histoire des femmes et celle de la formation. Pour cette manifestation organisée à l'occasion du centenaire de la mort de M^{er} Dupanloup, elle retient trois orientations : la pensée, l'action et les disciples de l'évêque éducateur, la réponse du monde catholique aux progrès de l'enseignement laïque (« un terrain très mal connu » et « une histoire difficile à faire », mais qui progressera grâce à de « patientes monographies »), enfin, au delà de 1918, le « foisonnement d'œuvres d'éducation nouvelles » (dans l'enseignement, mais aussi dans la formation sociale, la catéchèse, les mouvements de jeunesse), dont l'étude, élargie au delà des états-majors, exige la collecte urgente de témoignages et d'archives menacées. À la faveur de ces investigations, il s'agit de « poser quelques jalons pour une histoire en définitive mal connue, celle de la prise de conscience par les catholiques d'une mutation sociale sans retour, qui devait les conduire à réviser leurs positions en matière d'éducation féminine ». Au sein de ce vaste chantier, la transformation de la catéchèse, l'évolution des mouvements catholiques, le scoutisme et la politique des grandes congrégations féminines enseignantes avant Vatican II constituent autant de champs de recherche (1). L'historienne des lycées de filles s'engagera elle-même sur cette dernière piste, qui lui tenait particulièrement à cœur, en travaillant, à partir de 2003, sur la congrégation de l'Assomption.

*

* *

Les femmes, l'éducation, la religion. Commode pour esquisser un panorama, ce triptyque est illusoire : ces trois sujets s'entremêlent sous la plume de Françoise Mayeur, jusque dans les titres de ses publications, comme ils se croisent dans ses problématiques et ses sources. Une simple comparaison chiffrée illustre ces rencontres : sur 74 publications, 62 se rapportent, totalement ou partiellement, à l'éducation scolaire ou extrascolaire, 32 aux femmes et 14 à des

(1) Introduction de Françoise Mayeur à Françoise Mayeur, Jacques Gadille (dir.), *Éducation et images de la femme chrétienne en France au début du xx^e siècle*, Lyon, Éditions L'Hermès, 1980, pp. 9-11.

réflexions, des actions ou des organisations inspirées par la religion. On peut même estimer qu'une vingtaine de travaux, au moins, associent ces trois objets d'étude.

Autant que son sujet de thèse d'État, les fonctions professorales de Françoise Mayeur et la logique de la spécialisation universitaire expliquent son investissement scientifique et pédagogique dans l'histoire de l'enseignement et des autres formes d'éducation. À l'université de Lille, elle organise sur ce thème un cours de licence et un séminaire dans le département de sciences de l'éducation. À l'université Paris-Sorbonne, où elle enseigne l'histoire sociale et culturelle de la France contemporaine, elle introduit l'histoire de l'éducation dans un cours de licence spécialisé et dans son séminaire, rattaché au Centre d'histoire du XIX^e siècle de Paris I – Paris IV. Elle dirige des doctorats qui conduiront certains de leurs auteurs, tels Gilbert Nicolas ou Yves Verneuil (1), à reprendre le flambeau de l'histoire de l'éducation à l'université. Elle conseille d'autres jeunes chercheurs travaillant sur l'histoire de l'institution scolaire, de la pédagogie nouvelle ou des mouvements de jeunesse. Parallèlement, elle participe pendant quinze ans, jusqu'en 2002, au comité scientifique de la revue *Histoire de l'éducation*, pour laquelle elle rédige des dizaines de comptes rendus. Son intérêt constant pour l'histoire de l'éducation se double d'un souci de faire reconnaître ce champ de recherche comme une voie d'accès privilégiée à l'histoire d'une société. Son engagement, non moins durable, dans des chantiers articulés autour de l'éducation, des femmes et des Églises chrétiennes nourrit ce projet exigeant. « Tout problème d'enseignement est un problème de société et, quand il s'agit des femmes, un problème de civilisation », déclare-t-elle, en 1976, au début de son exposé de soutenance de thèse (2). Vingt ans plus tard, alors que sa carrière va bientôt s'achever, elle défend toujours une interprétation féconde, parce que très large, de l'histoire de l'éducation :

L'éducation est considérée d'ordinaire comme un secteur d'étude à part, alors que, si l'on envisage toutes les connexions qu'elle entretient avec l'histoire intellectuelle et philosophique, mais aussi la société, les phénomènes religieux, les conditions économiques et, évidemment, l'histoire

(1) Gilbert Nicolas, *L'école normale primaire de Rennes et la première génération de normaliens en Bretagne, 1831-1852* (1992) ; Yves Verneuil, *La Société des agrégés, de sa fondation à nos jours* (2001).

(2) Exposé de soutenance, art. cit., p. 103.

politique, il apparaît bien que l'histoire de l'éducation a toute sa place dans l'histoire sociale. Toutes deux ne peuvent que s'enrichir mutuellement. Aussi, à l'exemple de tous les historiens qui étudient l'éducation, je ne cesse de plaider pour une restructuration ou, au moins, un assouplissement des catégories traditionnelles qui partagent, au moins mentalement, les champs d'étude. Ce qui permettrait à l'éducation d'occuper sa véritable place et œuvrerait à une meilleure compréhension de la société française contemporaine (1).

Jean-Noël LUC
Université Paris-IV Sorbonne

(1) Françoise Mayeur, « Un itinéraire... », art. cit., p. 36.

BIBLIOGRAPHIE DE FRANÇOISE MAYEUR

- *L'Aube, étude d'un journal d'opinion, 1932-1940*, préface de René Rémond, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques n° 144), 1966, 236 p. (traduit en italien en 1969, Roma, Edizioni Cinque Lune).
- «Les évêques français et Victor Duruy: les cours secondaires de jeunes filles », *Revue d'histoire de l'Église de France*, juil.-déc. 1971, pp. 267-304.
- «Les catholiques libéraux et l'éducation des femmes », in *Les catholiques libéraux au XIX^e siècle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1974, pp. 421-440.
- «L'enseignement secondaire des jeunes filles (1867-1924) », *Le Mouvement social*, n° 96, juil.-sept. 1976, pp. 103-110 (exposé de soutenance du doctorat ès lettres).
- *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 489 p.
- «Le positivisme et l'école républicaine », *Romantisme*, n° 21-22, 1978, pp. 139-147.
- *L'éducation des filles en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1979, 208 p.
- «Éducation et enseignement», in Douglas Johnson, François Bédarida, François Crouzet (dir.), *De Guillaume le Conquérant au Marché commun*, Paris, Albin Michel, 1979, pp. 221-234 (traduit en anglais: *Britain and France, Ten Centuries*, Folkestone, Dawes and Sons, 1980).
- «Les protestants dans l'instruction publique au début de la Troisième République », in André Encrevé, Michel Richard (dir.), *Les protestants dans les débuts de la Troisième République (1871-1885)*, Paris, Société de l'histoire du protestantisme français, 1979, pp. 37-48.

- « Dupanloup et Victor Duruy, le sens d'une polémique », in *Monseigneur Dupanloup et les problèmes politiques de son temps*, Actes du colloque organisé en octobre 1978 à Orléans par l'université d'Orléans, *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 1980, pp. 49-63.
- En collaboration avec Jacques Gadille (dir.), *Éducation et images de la femme chrétienne en France au début du xx^e siècle*, Actes des entretiens de La Combe, octobre 1978, Lyon, L'Hermès, 1980, 212 p.
- « Aspects et signification d'une ségrégation : l'éducation féminine au XIX^e siècle », *Histoire Magazine*, 1980.
- « Garçons et filles du XIX^e au XX^e siècle : une éducation différente », Congrès international de psychologie de l'enfant, Paris, juillet 1979, *Enfance*, n° 1-2, 1981, pp. 45-52.
- *De la Révolution à l'école républicaine (1789-1930)*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1981, 683 p. (tome III de l'*Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France* sous la direction de Louis-Henri Parias); 2^e éd., avec bibliographie refondue, Paris, Perrin, collection « Tempus », 2004, 778 p.
- « L'enseignement secondaire et supérieur », in Guy Avanzini (dir.), *Histoire de la pédagogie du XVII^e siècle à nos jours*, Toulouse, Privat, 1981, pp. 195-213.
- « Women and Elites from the Nineteenth to the Twentieth Century », in Jolyon Howorth, Philip D. Cerny (eds), *Elites in France: Origins, Reproduction and Power*, London, Pinter, 1981, pp. 57-65.
- « Une résistance avant la lettre : les nouvelles équipes françaises », in *Églises et chrétiens dans la Deuxième Guerre mondiale*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982, pp. 43-50.
- « L'enseignement féminin en France du XIX^e siècle à nos jours », *A.F.A.E., Administration et éducation*, 1983, n° 2, pp. 21-27.
- « La stratégie de Jules Ferry dans le vote des lois scolaires », in Willem Frijhoff (dir.), *L'offre d'école. Éléments pour une étude comparée des politiques éducatives au XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne/INRP, 1983, pp. 245-251.
- « Recent Views on the History of Education in France », *European History Quarterly*, vol. 14, 1984, pp. 93-102.
- « Une réforme réussie de l'enseignement supérieur en France », *Histoire de l'éducation*, n° 22, mai 1984, pp. 3-18.

- «L'éducation féminine en France: un long passé et ses conséquences », *Sévriennes d'hier et d'aujourd'hui*, mars 1985, pp. 3-6.
- « À propos du centenaire du lycée Fénelon », *Histoire de l'éducation*, n° 26, mai 1985, pp. 67-73.
- «La femme dans la société selon Jules Ferry », in *Jules Ferry, fondateur de la République*, Actes du colloque organisé à la Sorbonne en janvier 1982, Paris, Éditions de l'EHESS, 1985, pp. 79-87.
- «L'évolution des corps universitaires (1877-1968) », in Christophe Charle, Régine Ferré (dir.), *Le personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Actes du colloque organisé par l'IHMC et l'EHESS en juin 1984, Paris, Éditions du CNRS, 1985, pp. 11-27.
- «Histoire de l'école et de ses représentations », in *Enjeux scolaires, enjeux sociaux*, Actes du colloque organisé par École et société, les revues *Esprit*, *Intervention*, *Politique aujourd'hui*, *Projet*, *Raison présente*, et l'université Paris-III en juin 1985, Paris, Seuil, pp. 16-27.
- «Jeunesse en mouvements, réflexions sur l'histoire des mouvements de jeunesse », *Histoire de l'éducation*, n° 29, janvier 1986, pp. 3-20.
- «Fustel de Coulanges et les questions d'enseignement supérieur », *Revue historique*, 1986-4, t. CCLXXIV-2, pp. 387-408.
- «L'enseignement supérieur français et son évolution au XX^e siècle », *Association japonaise d'histoire de l'éducation en France*, juin 1988 (en japonais).
- «L'éducation des filles en France au XIX^e siècle: historiographie récente et problématiques », in *Problèmes d'histoire de l'éducation*, Actes des séminaires organisés par l'École française de Rome et l'université de Rome-La Sapienza, janvier-mai 1985, Rome, École française de Rome, 1988, pp. 79-90.
- «Les transformations de l'enseignement supérieur français, 1854-1914 », in *À propos de l'histoire comparée de la France et de la Grande-Bretagne de 1750 à 1914*, Actes du colloque franco-britannique, Paris, octobre 1988, Paris, Comité français des sciences historiques, 1990, pp. 102-111.
- «Fustel de Coulanges devant la guerre et la Commune: Notes inédites », in Philippe Levillain, Rainer Riemenschneider (dir.), *La*

guerre de 1870-1871 et ses conséquences, Bonn, Bouvier Verlag, 1990, pp. 301-308.

– «L'éducation des filles : le modèle laïque », in Geneviève Fraisse, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes. Le XIX^e siècle*, Paris, Plon, 1991, pp. 231-248, t. 4 de *L'Histoire des femmes en Occident*, sous la dir. de Georges Duby et Michelle Perrot (trad. de *Storia delle Donne*, Bari, Laterza, 1990).

– «Naissance de l'étudiant en sciences et en lettres à la fin du XIX^e siècle en France », in Mariusz Kulczykowski (dir.), *Les étudiants – Liens sociaux – Culture, mœurs du Moyen Âge jusqu'au XIX^e siècle*, colloque international, Cracovie, mai 1987, Warszawa/Krakow, PWN, 1991, pp. 157-163.

– «Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique de Poincaré », in *Journée Léon Bérard*, colloque du 3 novembre 1990, Pau, Conseil général du Béarn, 1991, pp. 283-303.

– «L'Éducation », chapitre XVIII du tome 3 : *Sensibilités*, de l'*Histoire des droites en France*, sous la dir. de Jean-François Sirinelli, Paris, Gallimard, collection « NRF essais », 1992, pp. 702-730.

– «De Gaulle et l'Éducation nationale (1958-1969) », in *Moderniser la France*, t. 3 de *De Gaulle en son siècle*, Paris, La Documentation française/Plon, 1992, pp. 587-597.

– «Comment l'enseignement sied aux femmes » in Anne-Marie Châtelet (dir.), *Paris à l'école*, Paris, Picard/Éditions du Pavillon de l'Arsenal, 1993, pp. 56-63.

– Préface I-VI à Madeleine Berthon, *De Solesmes à Auschwitz. Marguerite Aron (1873-1944), itinéraire d'une Sévrienne*, Paris, Éditions du Cerf, 1993.

– «Les femmes et l'enseignement en France au XIX^e siècle », in *Julie Daubié*, Lyon, Centre Pierre-Léon d'histoire économique et sociale, *Bulletin*, 2-3, 1993, pp. 23-30.

– «L'éducation des femmes en France au début du XX^e siècle », colloque Louise Weiss, Association française des femmes diplômées des universités, Sénat, 20 novembre 1993, *Diplômées*, n° 168, 1994, pp. 13-19.

– «David d'Angers historien de la France », in Yves-Marie Bercé, Philippe Contamine (dir.), *Histoires de France, historiens de la France*, Actes du colloque international, Reims, 14 et 15 mai 1993, Paris, Honoré Champion, 1994, pp. 252-266.

- «Une école-sœur? Sèvres » (sur l'École normale supérieure de jeunes filles, 1881-1986), in Jean-François Sirinelli (dir.), *École normale supérieure. Le livre du bicentenaire*, Paris, PUF, 1994, pp. 72-111.
- «L'enseignement relatif aux États-Unis dans la tradition pédagogique française », *Diplômées*, n° 172, *Jeunesse américaine, jeunesse française, jeunesse européenne*, mars 1995, pp. 34-39.
- «Les carrières de l'enseignement supérieur en France depuis 1968 », in *Voyages en histoire. Mélanges offerts à Paul Gerbod*, textes réunis par Claude-Isabelle Brelot et Jean-Luc Mayaud, *Annales littéraires de l'université de Besançon*, n° 550, 1995, pp. 71-88.
- «Vers un enseignement secondaire catholique de jeunes filles au début du xx^e siècle », in Gérard Cholvy, Nadine-Josette Chaline (dir.), *L'enseignement catholique en France aux xix^e et xx^e siècles*, Actes du colloque organisé par la Société d'histoire religieuse de la France (Toulouse, 18-20 mars 1994) et de la journée d'étude de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine (Paris, 24 septembre 1994), *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. LXXXI, n° 206, janvier-juin 1995, pp. 197-205.
- «La formation des institutrices avant la loi Paul Bert: les cours normaux », *ibid.*, pp. 121-130.
- «Recherches historiques sur l'enseignement féminin », in *Ephesia: La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, la Découverte, 1995, pp. 581-586.
- «Un itinéraire en histoire contemporaine », *Bulletin de la Société des amis de l'École normale supérieure*, n° 197, juin 1995, pp. 30-36.
- «L'éducation des filles de Falloux à Ferry », in Laurent Cornaz (dir.), *L'Église et l'éducation. Mille ans de tradition éducative*, Paris, l'Harmattan, 1995, pp. 233-244.
- Notices « Agénor Bardoux » et « Affinités, mariages et alliances », in Jean-Marie Mayeur, Alain Corbin (dir.), *Les Immortels du Sénat*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, pp. 29-36.
- «L'Église catholique au xix^e siècle devant l'éducation et l'instruction », in *Pédagogies chrétiennes, pédagogues chrétiens*, colloque UCO Angers, 28-30 septembre 1995, Paris, Éditions Don Bosco, 1996, pp. 195-203.

- « David d'Angers et les hommes de 1793 », in *1793, la Patrie en danger*, colloque organisé par les Archives départementales de l'Oise, Beauvais, Conseil général de l'Oise, 1993, pp. 53-59.
- « Sèvres, une institution originale pour l'éducation féminine (1881-1940) », *Bulletin de la Société des amis de l'École normale supérieure*, n° 201, juin-juillet 1996, pp. 3-27.
- Articles « Féminisme », « École » et « Universités », in Madeleine Ambrière (dir.), *Dictionnaire du XIX^e siècle européen*, Paris, PUF, 1997.
- « L'éducation des filles vue par l'Église catholique au début du XIX^e siècle », in Guyonne Leduc (dir.), *L'Éducation des femmes en Europe et en Amérique du Nord de la Renaissance à 1848*, colloque sur l'éducation des femmes organisé par l'université Charles de Gaulle-Lille III, 28-31 mars 1996, Paris, l'Harmattan, 1997, pp. 442-450.
- « Quelques réflexions sur les mouvements de jeunesse protestants », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. 143, juillet-août-septembre 1997, *Sur les mouvements de jeunesse, études réunies par Gabrielle Cadier-Rey*, pp. 327-334.
- « Les maîtresses de pension à l'époque de George Sand : tradition, identité féminine, expériences », in Michèle Hecquet (dir.), *L'éducation des filles au temps de George Sand*, Arras, Artois Presses Université, 1998, pp. 29-40.
- « À l'école de Jules Ferry », *Panoramiques*, septembre 1998, pp. 43-46.
- « Les transformations institutionnelles », in *Universités et Grandes écoles à Paris*, Action artistique de la ville de Paris, 1999, pp. 25-31.
- Préface à « L'École des Roches, creuset d'une éducation nouvelle », *Les Études sociales*, n° 127-128, 1998, pp. 5-12.
- « L'Educazzione femminile nella Francia contemporanea: itinerari storiografici », in Gabriele Petrone (dir.), *Storia dell'educazione in Francia. Temi, autori, testi*, Cosenza, Jonia Editrice, 1999, pp. 155-168.
- « Marguerite Aron », *Association amicale de secours des anciens élèves de l'ENS*, 1999-I, pp. 29-31.
- « L'École de Sèvres, de sa fondation à la fusion avec l'École normale supérieure », in *Association amicale de secours des anciens*

élèves de l'École normale supérieure, supplément historique, 2000, pp. 11-26.

– «Les mutations et les réformes de l'enseignement supérieur », in Jean-Claude Greshens, Jean-François Sirinelli (dir.), *Culture et action chez Georges Pompidou*, Paris, PUF, 2000, pp. 233-247.

– «Liens de famille et alliances » in Jean-Marie Mayeur (dir.), *Les parlementaires de la Seine sous la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, pp. 25-35.

– «Madame Jules Favre, première directrice de l'École de Sèvres, 1834-1896 », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, tome 149, 2003, pp. 437-448.

– «L'éducation des femmes en France du XIX^e au XX^e siècle », in Catherine Broschart-Pfluger *et alii*, *Genre et savoir – Geschlecht und Wissen – Gender and Knowledge* », Zürich, Chronos-Verlag, 2004, pp. 155-163.

– Articles « L'Aube », « Temps présent », « Formation scolaire et intellectuelle de Gaulle », in Claire Andrieu, Philippe Braud, Guillaume Piketty (dir.), *Dictionnaire De Gaulle*, Paris, R. Laffont, 2006.